

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PIERRE BOURDEIX

La densité de la population et la mortalité

Journal de la société statistique de Paris, tome 72 (1931), p. 156-169

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1931__72__156_0

© Société de statistique de Paris, 1931, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III
LA
DENSITÉ DE LA POPULATION ET LA MORTALITÉ

(Suite)

CHAPITRE III

DENSITÉ ET MORTALITÉ

I. — *La densité de population urbaine et les règlements de bâtisse
de la Ville de Paris.*

On prête donc à la densité de population une influence sur la mortalité vraisemblablement inverse de son action. N'en serait-il pas comme pour les plantes. Là où la flore humaine se multiplie, c'est que le milieu est favorable. Aussi pour Paris, la mortalité moyenne de 13,7 ‰ atteinte en 1929 correspond à une densité de population de 330 habitants à l'hectare la plus élevée qu'on relève en aucune ville du monde.

Ramenée à un seul plan au niveau du sol, cette densité ne correspond toutefois qu'à un habitant par 30 mètres carrés et l'on reconnaîtra que chaque habitant dispose ainsi d'un réservoir d'air, sans comparaison avec sa capacité thoracique.

D'ailleurs, une densité moyenne dix fois moindre dans la banlieue parisienne n'y empêche pas la mortalité d'être plus élevée, le logement y étant plus

défectueux. De plus, l'éloignement du lieu de travail produit un surmenage faisant perdre aux travailleurs le bénéfice de la réduction de la journée de labeur.

Une haute densité de population se révèle indifférente à l'égard de la mortalité dans la mesure où la population logée dans des appartements disposés en hauteur peut recevoir son lot d'air, de rayons solaires et d'eau pure.

Ce n'est pas la densité de population par unité de surface qui est à redouter, mais l'entassement désordonné par suite du chaos foncier.

La densité moyenne des villes s'apprécie sous divers aspects. Pour Paris, elle se calcule à l'hectare de trois manières :

- par rapport à la superficie totale : 333 habitants;
- par rapport à la superficie bâtie : 700 habitants;
- par rapport à la superficie nette construite : 1.066 habitants.

Mais, par suite des vides, ces densités n'atteignent pas celles permises par les règlements de bâtisse et d'hygiène de la Ville de Paris.

En effet, guidé par le souci de la meilleure utilisation économique, l'architecte superpose les pièces habitables dans les limties de ces règlements. Et, dans le silence de ceux-ci, s'autorise à construire en profondeur deux et même trois étages souterrains. On n'ose aller au delà, uniquement par crainte des infiltrations de la Seine. Sans doute, ces locaux, interdits à l'habitation, sont réservés exclusivement à des caves, entrepôts et garages. On les utilise également comme ateliers sans qu'il soit démontré si le danger pour le travailleur résulte de huit heures de labeur diurne dans l'obscurité ou de huit heures de sommeil nocturne dans un local non ensoleillé.

L'interdiction administrative n'est stricte qu'en hauteur, alors que parfois elle pourrait être accrue sans dommage.

Toutefois, eût-on en face de soi la Seine, il y a à se préoccuper des façades postérieures qui, elles aussi, doivent être ensoleillées.

Dans l'état actuel, et suivant l'expression de M. Roux-Spitz, architecte, édifier une maison de rapport à Paris n'est autre que mettre en œuvre le règlement.

* * *

A quoi est-on ainsi conduit au point de vue de la densité?

D'après un tableau se rapportant à l'année 1913, dressé par le regretté M. Cacheux, alors président de la Société d'Hygiène, tableau relatif aux immeubles de quelques sociétés d'habitation à bon marché de la capitale, on relève les observations et la densité suivantes (1) :

(1) Rapport de M. Cacheux, au Congrès d'urbanisme de Strasbourg (1922).

Ces renseignements sont confirmés chaque année par le rapport de M. Georges Risler au Conseil supérieur des Habitations à bon marché. Pour 1928 la mortalité a été la suivante : Fondation Rothschild : 9,2; Société le Progrès : 7,6.

TABLEAU XI

	GROUPES de maisons ouvrières	FONDATION Rothschild	SOCIÉTÉ de familles nombreuses	LE PROGRÈS	TOTAL et moyennes
Surface des immeubles .	7.175	14.744	6 180	1.574	29.673
Surface bâtie	3.460	8.180	3.453	983,50	16 066,50
Rapport de la surface bâtie à la surface totale	0,48	0,56	0,56	0,62	0,54
Nombre d'habitants . . .	1.440	3.234	2.549	606	6.489
Nombre d'enfants	5.060	1.697	1.789	359	3.845
Nombre de chambres . . .	»	2.205	1.312	398	3.915
Habitants par chambre . .	»	1,4	1,9	1,5	1,7
Naissances %	9,8	9,4	14,2	13,2	11,6
Décès %	7,4	9,2	7,9	9,0	8,4
Densité par hectare net de construction	2.018	2.270	4.140	3.755	3.384

En réalité, cette densité moyenne finale de 3.384 doit être ramenée à 1.850 habitants à l'hectare de terrain à bâtir, les constructions occupent seulement 54 % des lots de terrain.

On peut ainsi déterminer la population que pourraient contenir, une fois construits, les 4.101 hectares et plus de terrain à bâtir de la Ville de Paris.

La constatation que dans les immeubles ci-dessus le taux de mortalité moyen est de 8,4 ‰, moitié moindre que la mortalité moyenne de 16,5 ‰ de la Ville de Paris pour l'année 1913, à laquelle se rapporte ce tableau, moindre que celle des quartiers de luxe de Paris et de n'importe quelle ville du monde, sera pour beaucoup une révélation, et permet de constater que la *moindre mortalité correspond à la plus haute densité*.

En effet, le taux moyen de mortalité urbaine le plus bas est atteint à Amsterdam où il s'abaisse à 8,6 ‰ en moyenne, avec une densité six fois moindre et pour les autres villes du monde, ce taux reste encore idéal.

On en tire également cette conséquence : pour abaisser la mortalité des classes laborieuses au niveau de celle des classes bourgeoises les plus favorisées, il n'est pas nécessaire de les enrichir, il suffit de les bien loger, la mortalité se révélant en fait indépendante de tout facteur autre que le logement. Le sens de l'effort à accomplir pour aboutir dans cette voie est ainsi déterminé sans qu'il échappe que, parallèlement, l'ensemble des autres œuvres sociales, doit être maintenu au niveau qui précisément a permis d'atteindre le résultat actuel.

D'autre part, le taux de natalité dans ces immeubles dépasse la mortalité de 3,2 ‰. Or cet écart, dont on approche à Lille et à Strasbourg, n'est atteint dans aucune ville de France.

Observation curieuse : la moindre mortalité est obtenue dans un immeuble situé rue du Télégraphe où la densité nette atteint 5.030 habitants à l'hectare. La mortalité descend là à 5,2 ‰ et ce faible taux est attribué aux espaces libres contigus qui permettent à l'air et au soleil de pénétrer dans toutes les pièces.

Veut-on une autre confirmation de la densité de population permise par le règlement de bâtisse de la Ville de Paris? La voici :

D'un projet de convention admis à la dernière session du Conseil municipal (en juillet 1930) entre M. le Préfet de la Seine et la Société « L'Immobilière Construction », convention d'ailleurs intéressante à plus d'un titre, on peut dégager cette densité probable.

Il y est dit que « la Société se charge de faire construire des locaux contenant un total de 10.405 locaux d'habitation, comprenant 18.055 pièces et dans les logements ainsi créés, on se propose de transférer les occupants des immeubles à exproprier.

A raison d'une personne et demie par pièce, cela représente une population de 27.077 personnes. Quant aux 23.400 mètres carrés de locaux commerciaux prévus, à raison de quatre personnes logées par 100 mètres carrés, cela donne en sus 973 personnes. L'ensemble, 28.000 personnes, est à répartir sur 15 ha 22 de terrain concédé et correspond à une densité de 1.822 personnes à l'hectare. C'est sensiblement le chiffre trouvé plus haut.

* * *

A remarquer toutefois que pour déterminer la densité moyenne dans les deux cas, il y a à tenir compte des rues et espaces libres qui les entourent; mais, ainsi réduite, cette densité moyenne de 330 habitants à l'hectare dépasse encore et de beaucoup les densités moyennes usuelles affirmées plutôt que préconisées, alors que le taux net de 3.384 habitants, constaté, correspond à une densité moyenne supérieure à 1.000 habitants à l'hectare : 1 habitant par 10 mètres carrés.

On voit donc que pour loger sainement une population nombreuse, il n'est pas nécessaire de construire Paris avec des gratte-ciel. D'ailleurs, on vérifierait facilement que *des immeubles de même épaisseur, dont la hauteur verticale serait égale à la largeur des rues et des cours ont, pour toutes les hauteurs, un volume constant*. Ce qui revient à dire qu'une ville ne contiendra ni plus ni moins d'habitants avec des rues de 10 mètres de largeur qu'avec des rues de 50 mètres, les immeubles ayant respectivement une hauteur verticale de 10 mètres ou de 50 mètres.

En conséquence, des gratte-ciel correctement établis avec toutes les conditions d'insolation n'augmenteraient pas le volume construit, ni la densité. Toutefois, ils accroîtraient les surfaces libres au sol, avantage majeur dans le centre des villes, la surface libérée en proportion de la hauteur laissant une plus grande place à la circulation et aux espaces libres.

Aucune étude méthodique de cette question n'a été entreprise alors qu'elle domine entièrement le problème d'aménagement des villes, celui de la capitale, entre autre, qu'on cherche à délimiter en étendue, sans se préoccuper du volume utilisable, en fonction de la hauteur construite qui n'est illimitée que pour M. Loucheur.

Hygiéniquement, la hauteur des immeubles n'est évidemment pas à redouter, l'air, la lumière, principaux agents de salubrité, s'améliorant à mesure

qu'on s'élève. Ce qui importe, c'est le *juste et rigoureux rapport entre la hauteur des immeubles et celle des rues et des cours.*

* * *

Ces constatations révèlent encore que par le moyen de maisons collectives édifiées en hauteur, les résultats hygiéniques sont tout aussi favorables que ceux obtenus par le moyen de maisons individuelles, où ce taux a également pu être atteint.

Au surplus, aux États-Unis, où l'on construit pour l'habitation des maisons collectives de 18, 22 étages et plus et des gratte-ciel pour le travail de jour de plus de 300 mètres de hauteur, on ne voit pas la mortalité autrement affectée; elle est en effet de 12,2 ‰ à New-York, de 11 ‰ à Chicago au lieu de 14,5 à Paris; ce qui n'est pas, loin de là, une raison de préconiser le gratte-ciel établi sans tenir toujours compte du voisinage.

* * *

La densité de population d'une ville favorise donc la moindre mortalité et l'on peut l'expliquer ainsi.

En effet, par l'activité qu'elle engendre, la densité fournit par l'impôt les ressources permettant de créer les plus parfaites installations collectives se rapportant :

- à la commodité et au confort;
- à l'équipement des rues en surface et en sous-sol;
- aux liaisons par transport, télégraphe, téléphone, gaz, etc.;
- à la salubrité locale, à l'adduction des eaux, l'assainissement et l'évacuation des ordures ménagères;
- à la distribution de l'électricité, de la chaleur, du froid, de l'air comprimé et du vide;
- aux facilités de la circulation;

Sans parler de l'organisation d'une police efficace et des aménagements généraux d'usage collectif : écoles, hôpitaux, théâtres, terrains de jeu, etc...

Cette question de la densité admissible, d'ordinaire traitée d'après des affirmations gratuites, en fait, réglée par les règlements de bâtisse et d'hygiène, contient la solution du problème de Paris, ou mieux du Grand Paris. Le but est en effet de satisfaire à l'accroissement annuel régulier de 40.000 habitants, soit de 2 millions en un demi-siècle.

Or, les services de la préfecture de la Seine reconnaissent que dans Paris on peut, en construisant dans les limites réglementaires, loger en sus 1.800.000 habitants.

D'après l'observation que nous avons rapportée cette densité assure des conditions hygiéniques présentement idéales.

Maintes enquêtes ayant d'autre part démontré que la plupart des personnes ne vont habiter au loin dans la banlieue de Paris que contraintes par le défaut de locaux à prix abordables proches de leur travail, que ne résout-on pour

une large part le problème de Paris — du Grand Paris — dans Paris même, en édifiant sur les terrains disponibles des logements salubres, et en surélevant les immeubles n'ayant pas atteint la limite du gabarit réglementaire, tout en élargissant les rues et les cours pour améliorer encore les conditions hygiéniques actuelles.

On évitera ainsi les inconvénients d'une partie de la banlieue de Paris où, M. Sellier a calculé il y a quelques années, pour 13 communes dont la population est de 1.250.000 habitants, la densité de population y étant seulement de 30,8 habitants à l'hectare, que la mortalité y atteint 26,2 ‰, la natalité étant réduite à 20,1 ‰, en sorte que le coefficient de survie est lourdement négatif dans la proportion où il l'était pour Paris, il y a un siècle, avec une natalité double de celle actuelle.

Voilà l'influence d'une densité modique, mais désordonnée, et de telles constatations peuvent être faites dans les petites villes et jusque dans les campagnes avec les densités les plus réduites : une habitation est saine ou insalubre en elle-même, d'après le prospect immédiat, non d'après les espaces libres, et fut-on en pleine campagne, la salubrité peut être médiocre.

Il est donc à étudier, parallèlement au problème d'extension, dans quelle mesure on peut, en bâtissant sur les terrains disponibles dans Paris et dans sa banlieue immédiate, d'après les règlements de bâtisse usuels, au besoin améliorés, résoudre le problème économique, démographique et hygiénique du Grand Paris.

Et le croît de population fera incontestablement prospérer le budget municipal, et le commerce. Enfin, logé près de son travail, chacun économisera non seulement les transports, mais encore les fatigues résultant de parcours inutiles.

L'INDICE SYNTHÉTIQUE DU PROGRÈS

Progrès et mortalité.

Dans l'antiquité, le sort de l'humanité, tantôt favorable, tantôt néfaste, fut jugé comme une suite d'oscillations, dans l'ensemble fatales, bien qu'impuisantes à troubler l'ordre immuable de l'univers.

Au Moyen Age, on eut le sentiment d'une perfectibilité possible, grâce à la supériorité du catholicisme; mais la légende hellénique aussi bien que la croyance chrétienne plaçant l'âge d'or à l'origine, porta à regarder en arrière plutôt qu'en avant. « Il est impossible d'ajouter à l'homme la hauteur d'une coudée. » Tel est le signe sous lequel on vécut.

Jusqu'à l'origine de l'époque contemporaine, chaque année de l'âge agraire marquait le retour régulier des saisons, des mêmes migrations d'animaux; d'une époque à une autre, les différences étaient minimes, parfois régressives. Tout pour l'homme devint permanence ou regret et avec lui tout finissait.

Les variations d'état apparurent aux divers âges incoordonnées et si « la vie générale de l'humanité s'appelle le progrès » (1), cette lueur ne put jaillir

(1) Victor Hugo.

que du développement historique contemporain. Sinon, l'histoire se déroule comme évoluent les espèces domestiques, dans le règne animal aussi bien que dans le règne végétal. Sous la lente action de l'homme pour les adapter à ses besoins et à ses buts, leurs changements n'apparaissent pas à chaque étape; en sorte qu'on en attribue le don à la nature, non à l'égoïste et longue patience des générations, c'est-à-dire à leur génie.

Il n'est pas jusqu'aux climats qui, par le défrichement et l'assainissement, ne deviennent cléments à mesuré que par ses moyens ou par le nombre, le travail de l'homme est rendu efficace. Ainsi les fièvres telluriennes s'atténuent ou disparaissent. Il en est ainsi dans nos colonies et il en fut de même en France.

Par suite de la méconnaissance des causes, l'humanité s'abandonna davantage à la fatalité de naître, de vieillir et de mourir. Il ne fallut, en effet, rien moins que Descartes, et arriver à son temps, pour imaginer qu'« on se pourrait exempter d'une infinité de maladies, et même aussi de l'affaiblissement de la vieillesse si on avait assez de connaissance de leurs causes et de tous les remèdes dont la nature nous a pourvus ».

Après lui, Condorcet entrevit que « la durée de la vie pourrait augmenter indéfiniment, en s'approchant des *limites naturelles*, et il a prévu que, à la longue, les maladies transmissibles ou contagieuses disparaîtraient.

A ce fatalisme d'autrefois caractérisant de nos jours encore la civilisation dite *passive*, tend à se substituer une civilisation caractérisée par la lutte contre les servitudes physiques et les fléaux de l'humanité. C'est la civilisation dite *active*.

Par son travail et son industrie, et grâce à la concentration urbaine, l'homme recherche le bien-être et, par cette voie, la santé. Il atteint si bien son but que, dans les villes surtout, sa vie moyenne s'est accrue et, par suite, sa mortalité est en régression sensible.

Est-ce là ce qu'on appelle le progrès?

* * *

Si les acceptions multiples de certains mots nécessitent qu'on en précise le sens, c'est bien le cas du mot *progrès*.

Par lui-même, il exprime l'idée de « marche en avant, la transformation graduelle du moins bien au mieux, soit dans un domaine limité, soit pour l'ensemble des choses (1) ».

Traduisant dans ce sens l'amélioration de la condition humaine, le progrès envisagé comme phénomène de masse, pourrait s'apprécier d'après *le plus grand bien pour le plus grand nombre*. N'est-ce ainsi que le progrès quantitatif et d'où provient-il?

L'idée moderne de la propriété, ou si l'on veut le capitalisme, paraît l'avoir favorisé. En même temps l'homme ayant asservi à ses desseins les forces de la nature sut décupler ses productions; mais un jour ses stocks lui révélèrent

(1) Lalande.

qu'il importait moins de produire que de transporter et de répartir, le transport de la vente conférant seuls aux produits la qualité de richesse.

Ces difficultés ne firent que stimuler et toujours avides de développement, l'industrie et le commerce surent faire de l'ouvrier producteur un consommateur de ses propres produits. Une telle découverte devait mettre en valeur le capital humain dans sa masse même.

Les débuts donnèrent lieu à des excès patents vivement dénoncés : c'est le *mamonisme* ou simplement l'*américanisme*. Pour M. Duhamel, retour des États-Unis, ce n'est là qu'un « communisme bourgeois, un nouvel esclavage ».

En quoi, dit-on en parlant des États-Unis, le fait que 120 millions d'Américains formant 29 millions de familles et possédant 18 millions de baignoires, 15 millions de fers à repasser électriques, 7 millions d'appareils à nettoyer par le vide et 25 millions d'automobiles, rend-il ces hommes plus heureux ? Mais, sans doute, ils sont plus heureux dans la mesure où le bonheur consiste à jouir de ces objets, à en tirer de la santé et aussi, dans la mesure où le niveau moral d'hommes voués au travail se trouve ainsi relevé.

Il serait trop simple de comparer les hommes de la même classe en d'autres pays dépourvus de tout confort ; car « Il y a pour l'homme qui est soumis à un travail dur, anonyme et monotone, un élément de poésie quotidienne dans le bien-être matériel, une vertu de stimulation amicale dans le confort, dans l'harmonie des choses inanimées qui partagent notre vie » (1).

* * *

Que ne peut-on mesurer ces influences !

Le grand physicien anglais, Lord Kelvin, a dit en effet : « Si vous pouvez mesurer ce dont vous parlez et l'exprimer par un nombre, vous savez quelque chose de votre sujet. »

De son côté, Lord Balfour voudrait mesurer... la vie, la beauté, le bonheur, et il affirme : « S'il existait une unité de bonheur, la *politique* pourrait commencer à devenir scientifique. »

Il y eut aussi les préoccupations de maints savants à l'égard du progrès, dont ils eussent voulu dégager l'indice ! L'Anglais Tylor, les Français Quételet et Bertillon s'en préoccupèrent. Entre ces divers indices proposés, les uns eux aussi « qualificatifs », les autres « quantitatifs », correspondent à ces deux formes de la civilisation.

Les premiers, tels le degré de moralité, de justice, la diffusion de l'instruction, la diminution de la criminalité, l'augmentation des suicides, apparaissent subjectifs, variables suivant les temps, les lieux et les préjugés de l'observateur. Tout d'appréciation ils sont à peine plus mesurables que le bonheur.

Les seconds se rapportent notamment au bien-être matériel, à sa généralisation. Ils peuvent être évalués d'après la quantité de produits consommés qu'aucun peuple n'a en excès, puisque partout existe le paupérisme. On détermine ainsi le *standard of life* cher aux Anglo-Saxons.

(1) Jean-Louis Vaudoyer.

Or la densité et le volume des sociétés le favorisent et l'on crut trouver en eux l'indice du progrès; mais, les peuples industrialisés — et les États-Unis en sont l'exemple topique — doivent être en même temps considérés d'après leur potentiel économique, ou si l'on veut, d'après leur *dynamisme*.

D'autres indices, d'ordre économique, ont encore été proposés, et dans maints d'entre eux, il y a quelque élément; mais, aucun propre à l'homme et en dehors de lui, aucun progrès n'est à considérer.

Sur ces données et après divers essais, nous avons été amené à considérer le *taux de la mortalité* directement lié à la durée moyenne de la vie, dans ses rapports avec le progrès.

Il exprime les conditions matérielles d'existence dans leur variabilité avec les conditions économiques, hygiéniques et même morales, les facteurs psychiques de même que les vices et les défauts ayant tous une part dans la durée de la vie.

C'est comme le bilan vital des groupes d'individus ou des sociétés auxquels il se rapporte. L'ampleur des recherches et de la documentation mondiale à laquelle il a donné lieu, son évolution, précisément à partir de l'origine de l'ère industrialiste, permet d'entreprendre à son sujet les enquêtes les plus sûres. Telles sont les raisons justifiant ce choix du taux de mortalité comme *indice synthétique du progrès*.

Les applications qu'on en pourra faire se rapporteront à l'univers, aux nations, à certains groupements dans celles-ci, tels que les campagnes et les villes et aux divisions de celles-ci.

Ainsi, un fait connu et mesurable permettra d'apprécier un phénomène incommensurable, en rapport avec lui.

Déjà Cuvier sut, à l'aide de quelque ossement, reconstituer des espèces animales disparues et, à voir la pantoufle de Cendrillon, on ne pouvait douter qu'elle n'appartint à une personne élégante et de qualité.

Quant à l'esprit justement prisé, à la *culture*, sont-ils sans influence sur un tel indice? Bien au contraire, en orientant notre activité, ils influencent au plus haut point la direction de la vie, et, par suite, sa durée, car, sans la pensée aucun progrès, même matériel, ne peut s'accomplir.

Et cette durée accrue de la vie, réduisant l'effort pour le renouvellement de l'être et son éducation, accroissant la phase productive, ajoutant à l'expérience et au savoir de chacun, favorise l'individu au plus haut point.

Combien d'inventions, combien d'œuvres, nées au soir de l'existence, dont n'eût pas bénéficié l'humanité, si certains savants ou artistes fussent morts prématurément. Ainsi, Pasteur n'accomplit ses plus grandes découvertes qu'au delà de la soixantaine. Et si parfois le progrès est une suite d'efforts des générations, il est plus souvent un présent du génie. « Pour que la belle œuvre s'accomplisse, un cerveau suffit à mille mains. » Or le sort des découvertes dépend plus du milieu que du génie lui-même. En effet il n'y eut guère d'inventeurs avant l'utilisation du charbon comme combustible et de nos jours il n'y en a aucun aux îles Fidji. En sorte que, l'indice proposé s'appliquerait à toutes les saveurs du progrès.

La santé pour l'individu constituant l'ensemble de forces animant « l'instinct de conservation », marque notre attachement à la vie.

Et si M. Durkhéim admit que le suicide mesure cet instinct — bien entendu par son inverse — ne faut-il pas considérer comme un suicide le fait que certains peuples, avertis ou non, se laissent aller à une haute mortalité alors que, par une faible mortalité, d'autres peuples témoignent d'une plus haute volonté collective de vivre.

Ainsi lorsqu'à Amsterdam, on voit le taux de mortalité abaissé à 9 ‰, à Londres et à Berlin à 11, alors que celui du Grand Paris atteint 17 ‰ pour 5 millions et demi d'habitants, sommes-nous en droit de conclure au suicide collectif de 35.000 Parisiens ?

A vrai dire, nos compatriotes sont victimes de l'incurie de leurs mandataires.

Quand on aura pris quelque souci à ce point de vue, il deviendra scientifique de rendre légalement inéligibles ceux qui, au cours de leur mandat, se révéleront inaptes à veiller sur la vie de leurs concitoyens.

Le fait que le taux de mortalité est devenu sensiblement moindre dans les villes que dans les campagnes porte à penser que dans celles-ci une amélioration analogue puisse se produire : la mortalité rurale est en effet déjà en Angleterre et en Allemagne moindre qu'en France; mais le nombre des villes y étant multiplié exerce son influence en de plus nombreux points.

On peut voir plus loin : Et si le bonheur dépend de la santé l'idée d'Aristote à l'égard des villes qu'il jugea faites « pour assurer la sécurité et le bonheur de leurs habitants se trouve à notre époque plus que jamais justifiée, la sécurité devant surtout s'entendre de la protection contre les maladies et les épidémies autrement meurtrières que les guerres ».

* *

Ainsi envisagé, le progrès nécessite pour son maintien le même effort continu que le maintien de la culture et du progrès moral qui certes n'est pas incompatible avec la santé, si même il n'en dépend absolument.

« C'est le bien qui doit gouverner, l'intellect n'est qu'un faux roi », disait déjà le sage antique, et le grand méconnu, Auguste Comte, a donné son sens à sa doctrine en affirmant que « le progrès humain consiste à modifier de plus en plus le règne nécessaire de la puissance matérielle d'après le concours croissant du cœur et de l'esprit. »

Le retour à la création pour y trouver les délices dans l'immobilité, l'abondance et l'éternité de l'Éden, s'impose-t-il et doit-on, comme les anciens, placer l'âge d'or dans le passé ou bien le projeter dans l'avenir ?

CONCLUSIONS

En s'appuyant sur les statistiques tenues depuis un siècle, on peut aujourd'hui observer l'évolution démographique remarquable qui s'est produite au cours de cette période et pour ainsi dire mesurer l'influence de

cette évolution sur les humains. Il est ainsi permis de constater l'importante régression de la mortalité humaine qui s'est produite dans les nations industrialisées et parallèlement l'énorme accroissement de population de ces nations, en particulier de la population urbaine.

En gros, la population du monde a doublé, passant à 2 milliards d'habitants dans le temps même où le taux de natalité des peuples assurant cet accroissement descendait au-dessous de la moitié de ce qu'il dut être il y a un siècle. Et bien que parallèlement, des conquêtes dans le domaine industriel et dans le domaine agricole aient permis de produire davantage avec un nombre de bras moindre, cet accroissement de population a pu, grâce aux villes, s'intégrer dans l'économie générale. En effet, nombre de villes ont décuplé, alors que leur taux de mortalité s'abaissait au tiers et même au quart de ce qu'il fut à l'origine de cette évolution.

* * *

La part de la France dans cet accroissement mondial est minime. Il en résulte que sa situation prééminente en Europe au début du XIX^e siècle a bien changé dans une Europe dont la population a triplé et ce piétinement préoccupe. On en recherche la cause et l'on en reconnaît plusieurs. En premier lieu, la restriction de la natalité y est une sorte de tradition. Ainsi en 1833, le préfet de la Vienne encourageait officiellement la population à restreindre les naissances. En 1852, la Ville de Versailles allouait une prime de 1.000 francs aux familles pauvres pour les encourager à la stérilité. Et, après Guizot, lançant à la bourgeoisie de son temps, son mot d'ordre « Enrichissez-vous », Jean-Baptiste Say proclama « qu'il convenait de faire des épargnes plutôt que des enfants », Ensuite Thiers vanta « les sages populations de Normandie qui, dans cette voie, donnaient l'exemple ».

Ces encouragements furent si bien entendus que la France économe, détenant en 1914 plus de 40 milliards de valeurs étrangères, pouvait se dire le banquier du monde; mais sa population de 39 millions d'habitants en faisait le moins peuplé des grands États européens, tandis qu'au cours de l'histoire, le Royaume de France fut toujours prédominant en nombre.

Et bien d'autres facteurs agissent dans le même sens.

Pour les démographes, le Code Napoléon, exigeant le partage des biens, empêcha les cadets de naître; d'autres reconnaissent dans la dénatalité les exigences de la capillarité sociale, le déclin de la foi. En réalité, les naissances sont surtout nombreuses là où l'industrie est prospère.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble de ces causes agit et influence le tableau du recensement et de même le compte Profits et Pertes représentant l'écart entre le taux des naissances et le taux des décès.

Longtemps, ces causes apparurent spécifiquement nationales; mais notre exemple a été suivi au point que le taux de natalité de l'Allemagne et de l'Angleterre s'est exactement nivelé avec celui de la France; mais en ces pays, la richesse démographique, obtenue comme chez nous à débit ralenti, y est moins dissipée, et on y prête une extrême attention à l'hygiène, au logement des classes laborieuses, qui seul permet d'abaisser la mortalité au taux le plus bas.

Nous avons d'ailleurs montré que notre action, lorsqu'elle s'exerce dans le même sens, produit les mêmes effets. Et, à ce point de vue, la diminution de mortalité due à la concentration urbaine, s'explique par l'état du logement : dans les villes, en effet, la construction de logements est — ou du moins était — une opération financière par elle-même rentable, incitant les capitaux à s'y employer alors que le logement rural, en soi une opération financière lourdement déficitaire, ne peut, sans une aide massive, que contribuer au maintien du taudis rural.

En tout cela, et comme le dirait un commerçant : le chiffre d'affaires importe moins que le bénéfice ; il s'agit donc moins de naître beaucoup, le taux de natalité de la France étant comparable, et même légèrement supérieur à celui de ses voisins, que de mourir moins.

Dans ce but, il faut apporter à gérer la vie humaine, le premier et même l'unique bien, un souci analogue à celui qui, sous le nom de rationalisation, pénètre chaque jour l'organisation économique.

Pour un peuple, la première économie c'est celle de la maladie et de la mort et le progrès se mesure exactement dans les nations et dans tous les groupes humains d'après le taux de mortalité qu'on y constate : là où ce taux s'abaisse, la population devenant plus dense révèle que le bien-être s'accroît, et il est à penser que cet indice de prospérité n'est pas seulement économique, car il favorise la civilisation sous tous ses aspects.

Notre décadence de population, par suite d'une mortalité excessive, ne saurait se redresser tant que les facteurs favorables à son développement : la concentration urbaine et la densité de population n'y auront pas été reconnus. Or, on les incrimine le plus souvent l'une et l'autre comme facteurs défavorables.

* * *

Pourquoi alors, dans une même ville, dont les divers quartiers soumis à des conditions naturelles identiques, l'armement sanitaire y étant également homogène, la mortalité par maison, par quartier, pour l'ensemble de la ville, dans la suite des ans, est-elle constante ou plutôt lentement décroissante dans l'ensemble d'après les progrès du bien-être, mais toujours sans discontinuité d'une année à l'autre ? Et cette régularité se manifeste dans chacun de ces groupes à l'égard de toutes les catégories de maladies : ainsi les maisons à tuberculose prélèvent, avec une sorte de continuité homicide, leur contingent annuel et régulier de malades et de morts.

Or, dans chacun de ces groupes, un unique facteur diffère, c'est l'état du logement, et cette permanence explique cette continuité. Le bien-être ayant produit ses effets, l'état du logement devient alors le facteur morbide intégral, et en même temps l'indice spécifique de la mortalité.

Et cette constatation indique le remède, car, ainsi que nous l'avons montré, il suffit de transférer dans des logements neufs et salubres les ouvriers et em-

ployés qui meurent à 20 et 25 ‰ dans les taudis, à 40 dans les garnis parisiens, pour voir leur mortalité s'abaisser au *minima minimorum* atteint par les classes aisées vivant dans des quartiers de luxe, minima atteint comme moyenne dans les villes les plus salubres de l'étranger, à Amsterdam notamment, où il a été obtenu par réforme profonde et intégrale du logement, et c'est là le moyen sans doute unique de faire encore reculer la maladie et la mort.

Partout les résultats se révèlent identiques et tout comme à Amsterdam, à La Haye et à Rotterdam, en Allemagne à Francfort, à Essen et à Dusseldorf, la mortalité dans ces villes oscille tout près de 9 ‰, exactement la moitié du taux moyen de mortalité pour l'ensemble de la France en l'an 1929.

L'économie de morts et de malades que nous pouvons faire chez nous par ce moyen est trop facile à calculer et ferait ressortir une économie en valeur or justifiant un plan de réforme du logement depuis longtemps reconnu comme source de la santé et, par elle, du bonheur.

Alors qu'il est usuel de dire qu'une nation devrait être bien riche pour remédier à tant de calamités, on devrait reconnaître que pour supporter allègrement le gaspillage de la santé et de la vie, il faut une richesse inépuisable; et Ruskin prenant pour devise « L'unique bien, c'est la vie », n'exprimait pas seulement un axiome philosophique, mais la plus haute et la première vérité économique.

Il est encore à noter que dans une large limite, la mortalité se révèle indépendante des ressources et de la condition sociale. Ainsi, le chômage en Angleterre et en Allemagne n'influence guère le taux de mortalité.

De même, ces taux de mortalité ne sont nullement en rapport avec le revenu de la population : l'Allemand meurt moins que l'Anglais plus riche et bien moins que le Français mieux renté, lequel, désormais, meurt plus que l'Italien et autant que l'Espagnol.

Cependant, il n'y a pas de fatalisme géographique car l'on trouve les moindres taux de mortalité aussi bien dans les brumes d'Amsterdam et de Londres qu'à Francfort, Essen, Milan, Sidney.....

* * *

Nombre de philosophes modernes nous suggèrent de prendre l'homme comme « objet de religion ». Il est la mesure de tout, affirment-ils.

Nos constatations ne contredisent pas cette tendance. C'est donc d'après la réaction physiologique des humains aux influences de leur milieu que nous proposons de juger des phénomènes. Or le taux de mortalité, depuis longtemps déjà étudié dans ses variations, permettant de mesurer cette réaction humaine, non seulement dans l'espace et dans le temps, mais encore d'après les modalités les plus diverses, telles que nous les avons envisagées, justifie notre choix.

A mesure que s'accroissent la densité et la concentration urbaine, nous voyons les indications de ce thermomètre s'améliorer. Même cette amélioration massive et continue, sans exemple dans le passé observable, conduit à envisager que le monde est à l'aurore d'un nouvel âge et sans doute en pleine

jeunesse, constatation contredisant aussi bien le pessimisme pascalien que celui de Rousseau à l'égard des villes devenues les meilleurs agents de cette rénovation.

On est ainsi conduit à augurer de l'avenir favorable de la race grâce aux conquêtes de la science, en particulier de la science sanitaire, complètement renouvelée, mais dont les résultats exigent d'être contrôlés et même critiqués d'après la statistique.

Dans cette évolution, l'homme, quelque soit son moteur intime, apparaît l'unique facteur du progrès, de son progrès. La grande valeur humaine, c'est l'homme lui-même.

Déjà l'intuition de nos penseurs nous a conviés à la mise en valeur du globe terrestre — et nos entreprises coloniales ne sont rien d'autre. — Dans ce but, a dit Anatole France : « Pour explorer le sol, les mines, les eaux, toutes les substances et toutes les forces de la planète, il faut l'homme, tout l'homme, l'humanité. Pas d'exploitation complète du globe sans le travail combiné des hommes blancs, jaunes et noirs. Notre avantage est que les peuples de toutes races et de toutes couleurs soient puissants, libres et riches. »

Unique dans la série des êtres, l'homme, capable de perfectionner sa vie au point de la prolonger, se révèle ainsi promis à quelque destin transcendant. Pour une telle étape, l'arme forgée par le génie de notre grand Pasteur doit le rendre invincible.

En conservant et en perfectionnant cette arme, les villes, les plus grandes surtout, apparaissent aujourd'hui, telles qu'elles furent à toutes les époques, les messagères du Progrès.

Pierre BOURDEIX,
Architecte-Ingénieur,
Diplômé d'Hygiène de la Faculté de Médecine de Lyon.
